



LES TROIS CONFÉRENCIERS, AMIT BAKHIRTA, DRISHYSINGH RAMDENEET ET SACHIN MOHABEER, ONT EXPLORÉ LES OPPORTUNITÉS QUI POURRAIENT ÉMERGER DANS CE NOUVEAU CONTEXTE POLITIQUE

CONFÉRENCE-DÉBAT DE LA CCI FRANCE MAURICE L'IMPACT DU CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT SUR LES FLUX D'INVESTISSEMENT ÉTRANGER DÉCORTIQUÉ

UNE CONFÉRENCE-DÉBAT ORGANISÉE PAR LA CCI FRANCE MAURICE EN FIN DE SEMAINE DERNIÈRE A ÉTÉ L'OCCASION POUR DES ACTEURS ÉCONOMIQUES D'EXPLORER LES OPPORTUNITÉS EN TERMES D'INVESTISSEMENTS SUIVANT LE CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT.

ASHLEY EMILIE

ORGANISÉE en fin de semaine dernière, la conférence-débat de la CCI France Maurice était axée sur l'impact du changement de gouvernement à Maurice sur les investissements étrangers et les relais de croissance. Cet événement a réuni des experts du secteur économique, en l'occurrence Drishysingh Ramdenee, secrétaire général de la Chambre de Commerce et d'Industrie, Amit Bakhirta, le CEO d'Anneau, et Sachin Mohabeer, le Deputy CEO de l'Economic Development Board (EDB). Ils ont analysé les défis actuels et exploré les opportunités qui pourraient émerger dans ce nouveau contexte politique.

Lors de son intervention, Drishysingh Ramdenee a rappelé que Maurice a conservé son statut d'Investment grade à la suite de la dernière évaluation de Moody's. Ce maintien est un atout, mais il souligne la nécessité d'un alignement entre les politiques publiques et privées pour stimuler la reprise économique. Il estime essentiel de «créer des cadres réglementaires adaptés et de mettre en place des dispositifs incitatifs pour faciliter les investissements privés. Des ajustements dans les démarches administratives sont également nécessaires pour accélérer

les projets et attirer davantage d'investisseurs. La reprise passe par des stratégies de croissance mieux définies et une vision cohérente du développement économique».

Commentant également la notation de Moody's, Amit Bakhirta a indiqué que Maurice figure parmi les rares pays de l'Afrique subsaharienne à conserver son *Investment grade*, ce qui est un gage de stabilité pour les acteurs économiques et les institutions financières. «La confiance des investisseurs repose en grande partie sur la capacité d'un pays à honorer ses engagements. En cas de perte de cette notation, Maurice deviendrait une destination moins attractive pour les capitaux internationaux. De nombreux fonds d'investissement, notamment les caisses de retraite, ont des restrictions qui les empêchent d'opérer dans des juridictions classées en dessous de l'*Investment grade*», précise-t-il.

Une telle situation entrainerait des sorties de capitaux et rendrait plus difficile l'accès aux financements. Amit Bakhirta a exprimé un optimisme mesuré quant aux efforts du gouvernement de renforcer la discipline fiscale dans les mois à venir, tout en précisant que la tâche est complexe. «La dette publique représente un quart des

critères d'évaluation des agences de notation, tandis que d'autres aspects, comme l'indépendance des institutions et la solidité du système judiciaire, influencent également ces évaluations. D'où l'importance d'une gestion budgétaire rigoureuse et d'une politique monétaire crédible pour rassurer les marchés et maintenir l'attractivité du pays», argue-t-il.

VOLONTÉ DE STABILISER LA ROUPIE

Par ailleurs, Amit Bakhirta a commenté la décision de la Banque de Maurice de relever le Key Rate de 50 points de base. Cela témoigne d'une volonté de stabiliser et valoriser la roupie. «Une dépréciation trop importante de la monnaie entraînerait des pertes pour les investisseurs étrangers, ce qui pourrait freiner l'arrivée de capitaux. La politique monétaire reste un outil central pour contrer ces risques, avec des mécanismes de recapitalisation et des interventions ciblées», soutient le CEO d'Anneau, qui insiste également sur l'importance de réaliser des investissements stratégiques dans le secteur portuaire en vue de renforcer la compétitivité de Maurice en tant que hub logistique. De même, il salue favorablement la décision des au-

torités d'aller de l'avant avec un projet pilote sur le cannabis médical qui pourrait s'inscrire dans une stratégie de diversification.

Pour sa part, Sachin Mohabeer a mis en avant l'importance d'une croissance soutenue du PIB à travers plusieurs secteurs clés. L'exportation, le tourisme et les technologies de l'information et de la communication figurent parmi les piliers de cette stratégie. Au passage, il indique qu'un comité de pilotage a été mis en place pour attirer les entreprises spécialisées en fintech et accompagner d'autres industries émergentes. Cependant, le manque de main-d'œuvre constitue un frein majeur au développement économique. Actuellement, l'EDB gère un portefeuille de projets d'une valeur estimée entre Rs 250 milliards et Rs 300 milliards. L'accélération de leur mise en œuvre dépend d'une amélioration du climat des affaires et d'une simplification des démarches administratives. Ce qui amène Sachin Mohabeer à l'argument qu'une «révision des conditions d'octroi de permis permettrait aux promoteurs de démarrer plus rapidement leurs projets et d'assurer une meilleure fluidité dans le processus d'investissement».